

Paris, le 5 novembre 2013

**Réponse de Direct Energie à la Consultation publique du 24 octobre 2013 de la Commission de Régulation de l'Energie relative à la proposition de GRTgaz d'une évolution exceptionnelle des règles d'équilibrage pendant l'hiver 2013-2014**

**Question 1 :** Considérez-vous que la proposition de GRTgaz est de nature à renforcer la sécurité du système gazier en cas de pointe de froid ?

**Question 2 :** Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles proposées par GRTgaz ?

**Question 3 :** Avez-vous d'autres remarques sur la proposition de GRTgaz ?

Direct Energie est défavorable aux règles exceptionnelles d'équilibrage proposées par GRTgaz pour l'hiver 2013/2014. Cette initiative ne répond aucunement aux objectifs affichés (réduire le risque de défaillance sur le réseau de transport), vient perturber le fonctionnement du marché, et détourne l'attention des véritables préoccupations.

Les analyses menées par GRTgaz et la DGEC ont clairement montré un déficit potentiel de capacités d'injection sur le réseau GRTgaz pour l'hiver 2013/2014 en cas d'aléa 2%, notamment du fait d'une réservation de stockages plus faible que les années précédentes. Toutefois les règles d'équilibrage exceptionnelles proposées par GRTgaz ne sont pas de nature à changer cet état de fait et ainsi à renforcer la sécurité d'approvisionnement : ces règles viennent uniquement changer qui, des expéditeurs ou du gestionnaire de réseau, supportera en premier lieu les surcoûts générés par une situation exceptionnelle, sachant que ces surcoûts seront de toute façon répercutés aux expéditeurs dans le cadre de la neutralité financière de l'équilibrage :

- si les règles exceptionnelles sont mises en application et qu'une situation tendue est identifiée, les expéditeurs solliciteront le marché afin d'éviter tout écart de bilan négatif<sup>1</sup>, ce qui leur occasionnera des surcoûts
- si au contraire les règles exceptionnelles ne sont pas mises en œuvre, ce sera alors au gestionnaire de réseau de supporter directement ces surcoûts (limités toutefois à la somme des tolérances des expéditeurs), avant d'être refacturés aux expéditeurs.

Ces règles exceptionnelles sont donc inutiles dans la mesure où elles seront sans effet sur les possibilités d'injection de gaz sur le réseau de GRTgaz en cas de tension, qui dépendent

---

<sup>1</sup> quand bien même certains expéditeurs, notamment fournisseurs de clients profilés, ne peuvent pas prévoir précisément leurs déséquilibres compte tenu des incertitudes associées aux coefficients de bouclage

essentiellement des capacités physiques du réseau ainsi que des souscriptions réalisées par les expéditeurs aux différents points d'entrée (interconnexions, GNL, stockages).

Il serait au contraire plus efficace d'offrir à GRTgaz tous les moyens possibles lui permettant de remplir ses obligations légales (responsabilité de l'équilibre du réseau) et contractuelles (vis-à-vis des expéditeurs) en ne limitant plus artificiellement ses actions sur les marchés : GRTgaz devrait pouvoir intervenir sur les marchés jusqu'à hauteur des besoins identifiés, sans contrainte de volumes, de maturités ou de timing d'intervention. Cette mesure pourrait d'ailleurs être pérennisée de manière à ce que GRTgaz puisse faire face à des stocks de sécurité anormalement bas en d'autres circonstances.

Par ailleurs, la mise en place de ces règles exceptionnelles vient perturber le fonctionnement du marché :

- d'une part en demandant aux expéditeurs d'adapter dans des délais extrêmement courts<sup>2</sup> leurs processus d'équilibrage,
- d'autre part, en venant pénaliser spécifiquement les expéditeurs alimentant des sites dont les consommations sont difficilement prévisibles (par ex. les consommateurs profilés soumis aux aléas des coefficients de bouclage, traduisant les imperfections inhérentes au système de profilage) ou bien les expéditeurs ne pouvant bénéficier du foisonnement des aléas de consommation entre différentes catégories de consommateurs : compte tenu des aléas auxquels ils doivent faire face, ces expéditeurs devront donc acheter proportionnellement plus de gaz<sup>3</sup> pour éviter les pénalités prévues, que les expéditeurs disposant d'un large portefeuille de clients et/ou présents sur l'ensemble des segments de marché,
- et enfin, car cela incitera les expéditeurs à concentrer leurs déséquilibres sur la zone TIGF (cette dernière ne prévoyant pas de règles d'équilibrage spécifiques en cas de situation tendue), mettant en péril la sûreté de ce réseau.

Enfin, ces règles d'équilibrage viennent détourner l'attention des problématiques de fond qui doivent être traitées rapidement et sur lesquelles Direct Energie a plusieurs fois alerté (notamment la DGEC) : il est urgent que soit clarifiée la contribution des différentes flexibilités concourant à assurer la sécurité d'approvisionnement en France (interconnexions, capacités d'import de GNL et recours aux stockages), aucune d'entre elles ne permettant à elles seules de subvenir aux besoins en cas de pointe 2%.

En tout état de cause, pour l'hiver à venir, il convient avant toute chose de vérifier que l'ensemble des acteurs satisfait bien aux obligations de service public, car il n'est pas concevable que les surcoûts induits par des comportements répréhensibles doivent être supportés par l'ensemble des expéditeurs, notamment via des règles d'équilibrage exceptionnelles s'appliquant indifféremment à tous les acteurs.

---

<sup>2</sup> environ 15 jours entre la future délibération de la CRE et la mise en place au 1<sup>er</sup> décembre 2013

<sup>3</sup> et cela dès le déclenchement des règles exceptionnelles, compte tenu de la pénalisation des EBC effectivement négatifs à ce moment !